

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi et cartes communales (liste indicative d'informations à fournir)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision, DP ou DUP...)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
Révision allégée du PLU avec examen conjoint	PLU	Commune de Cerdon INSEE: 01 068 Code postale: 01450

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi

Date de débat du PADD	/
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	/

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	mairie de Cerdon
Courriel	cerdon.mairie@wanadoo.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	commune de Cerdon
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	792 habitants (données communales 2015) 764 habitants (dernières données INSEE 2014)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	/
Superficie du territoire	12.30 km ²

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? *Annexe : la délibération engageant la procédure*

- Le changement de destination au bénéfice de l'habitation pour les bâtiments repérés au titre de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme à condition qu'il ne compromette pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site,

- La réhabilitation dans les volumes existants des bâtiments repérés au titre de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme,
- Modification des articles N3 et N4 du règlement pour assurer, d'une part, la desserte du terrain concernée par les réseaux, et d'autre part pour sécuriser l'accès au site

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

- changement de destination au bénéfice de l'habitation pour les bâtiments repérés au titre de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme (cellier et quatre bâtiments annexes à ce dernier)
- réhabilitation dans les volumes existants des bâtiments repérés au titre de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme
- assurer la desserte du terrain concernée par les réseaux et sécuriser l'accès au site
- (-interdire les habitations en zone N en dehors des cas prévus à l'article N2 du règlement)

Le PADD et les OAP ne sont pas modifiés par cette procédure.

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

-Modification du règlement: le règlement de la zone naturelle sera modifié afin de permettre la réhabilitation du domaine dans les volumes du bâti existant et le changement de destination du bâti repéré au titre de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme. Pour ce faire, les articles N1 (occupations et utilisations du sol interdites) et N2 (occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières) seront modifiés. D'autres modifications portent sur les articles N3 (conditions de desserte et d'accès au terrain) et N4 (conditions de desserte des terrains par des réseaux publics) du règlement pour assurer, d'une part, la desserte du terrain concerné par les réseaux, et d'autre part pour sécuriser l'accès au site.

-modification du règlement graphique: un repérage graphique sera rajouté pour identifier les 5 bâtiments pouvant changer de destination pour de l'habitation au titre de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme. Le domaine d'Epière reste classé en zone naturelle. Le tableau de surfaces est inchangé.

Pour le détail des modifications réglementaires, veuillez-vous référer au dossier prévu pour la réunion d'examen conjoint.

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Comme énoncé ci-dessus, la révision allégée a pour effet de modifier le règlement de la zone naturelle. La procédure est donc soumise à un passage en CDPENAF.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la <u>loi Montagne</u> ?	Cerdon est située en zone de Montagne, au titre de la loi Montagne
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	/
- une <u>DTA ou DTADD</u> ? Si oui, laquelle ?	Cerdon n'est pas intégrée à la DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise mais se situe dans son environnement proche
- un <u>SCoT</u> , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la <u>loi « Grenelle 2 »</u> ?	SCoT BUCOPA élaboré selon les dispositions de la loi Grenelle 2
- un (ou plusieurs) <u>SDAGE</u> ou <u>SAGE</u> ? Si oui, le(s)quel(s) ?	SDAGE du Bassin Rhône Méditerranée et SAGE de la basse vallée de l'Ain

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Le PLU approuvé le 28 Juin 2013 n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>-Les mesures proposées par la présente révision allégée ne viennent permettre aucun nouveau développement en zone naturelle qu'il convient toujours de protéger du développement de l'urbanisation. La procédure ne crée pas de droit à construire et n'introduit pas de nouvelles règles permettant d'urbaniser les alentours du site. La procédure permet seulement les autorisations de réhabilitation et de changement de destination des bâtiments dans leur volume existant au titre de l'article L.151-11, et ce sans remettre en cause l'activité agricole et la qualité paysagère du site. Il convient de préciser que les annexes et les extensions ne sont pas permises.</p> <p>- L'ensemble des mesures de la présente procédure n'ont pas pour effet de réduire les zones agricoles et naturelles. La surface dédiée à la zone naturelle reste inchangée et s'élève toujours à 392.7 ha.</p>
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	La procédure de révision allégée ne permet pas de créer des droits à construire au regard de la vocation de la zone classée en zone naturelle
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui : Non	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	/
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	/
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	/

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Zone Natura 2000 ?</u>		Non	/
<u>Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?</u>		Non	/
<u>Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?</u>		Non	/
<u>Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?</u>	Oui		-La commune de Cerdon est concernée par 3 ZNIEFF de type 1 ZNIEFF de type 1 Cluse du préau , bief de la Fougé ZNIEFF de type 1 Falaises de Cerdon ZNIEFF de type 1 Ruisseau de la Morena La commune est concernée par une ZNIEFF de type 2 : Massifs occidentaux du Bugey Le domaine d'Epière est concerné par les ZNIEFF de types 1 ET 2. La procédure permet les autorisations de réhabilitation et de changement de destination des bâtiments dans leur volume existant au titre de l'article L.151-11, et ce sans remettre en cause l'activité agricole et la qualité paysagère du site. Il convient de préciser que les annexes et les extensions ne sont pas permises.
<u>Arrêté préfectoral de protection de biotope ?</u>	Oui		-Le document est concerné par un arrêté préfectoral de biotope à proximité immédiate: protection des oiseaux rupestres. La procédure permet les autorisations de réhabilitation et de changement de destination des bâtiments dans leur volume existant au titre de l'article L.151-11, et ce sans remettre en cause l'activité agricole et la qualité paysagère du site. Il convient de préciser que les annexes et les extensions ne sont pas permises.
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE, SCoT, DTA...) ?		Non	D'après le SRCE, la commune ne présente pas de corridors d'importance régionale à préserver ou à remettre en bon état (fuseaux/axes). En revanche le secteur du projet n'est pas loin des cours d'eau d'intérêt écologique à préserver et reconnus pour la trame bleue , puis des réservoirs de biodiversité à préserver ou à remettre en bon état.
<u>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?</u> Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? <u>Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?</u>	Oui		-La commune de Cerdon présente des zones humides du département de l'Ain (cours d'eau) mais ne présente pas de zone humide d'importance internationale découlant de la convention de RAMSAR. Néanmoins le secteur concerné n'est pas à proximité immédiate des zones humides du département de l'Ain. La procédure permet les autorisations de réhabilitation et de changement de destination des bâtiments dans leur volume existant au titre de l'article L.151-11, et ce sans remettre en cause l'activité agricole et la qualité paysagère du site. Il convient de préciser que les annexes et les extensions ne sont pas permises.

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (<u>monuments historiques</u> et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, <u>zone de présomption de prescription archéologique...</u>) ?	Oui		-La commune de Cerdon compte un site inscrit au titre de la loi de 2 mai 1930. Cette mesure de protection édictée par l'Etat concerne le monument aux morts et ses abords. Deux maisons sont par ailleurs inscrites sur la liste des monuments historiques : le domaine d'Epière et une maison au lieu-dit la Suisse. La procédure compte La Maison "dite château d'Epière" ou cellier d'Epière, sa ferme ainsi que les deux parcelles qui les entourent (section C parcelles n°855 et n°856) qui sont inscrits à l'Inventaire des monuments historiques. La maison dite Château d'Epière est affectée d'une servitude d'utilité publique (AC1), reportée sur le plan des servitudes et d'information du PLU de la commune de Cerdon. Un périmètre de protection conditionne la qualité des aménagements dans un périmètre de 500m. Il n'a pas de zone de présomption de prescription archéologique sur la commune de Cerdon. La procédure permet les autorisations de réhabilitation et de changement de destination des bâtiments dans leur volume existant au titre de l'article L.151-11, et ce sans remettre en cause l'activité agricole et la qualité paysagère du site. Il convient de préciser que les annexes et les extensions ne sont pas permises et qu'aucune nouvelle construction n'est prévue. Le projet prévu ne remet pas en cause cette servitude AC1.
<u>Site classé</u> ou projet de site classé ?		Non	/
<u>Site inscrit</u> ou projet de site inscrit ?	Oui		La commune possède un site inscrit (monuments aux morts et abords) mais celui-ci n'est pas à proximité immédiate du secteur concerné par la présente procédure
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (<u>ZPPAUP</u>) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		Non	/
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		Non	/
<u>Directive de protection et de mise en valeur des paysages</u> ?		Non	/
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		Non	aucune perspective paysagère spécifique n'est identifiée par un document de rang supérieur

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		Non	La commune est alimentée par le captage de la Tourvière. Le hameau de Préau est aussi alimenté par un autre captage (source de Sousson situé sur la commune de Mérignat). Elle présente des périmètres de protection immédiat, rapproché, éloigné (cf plan des SUP en annexe du dossier de déclaration de projet). Le secteur du projet n'est pas concerné par un périmètre de protection d'un captage d'eau (DUP). Au niveau du projet, le site est pourvu d'un captage d'eau privé existant localisé au niveau de la dépendance pour desservir la ferme. Les analyses microbiologiques effectuées par le laboratoire santé environnement hygiène de Lyon démontrent un aspect favorable pour la consommation humaine. L'exploitation d'un captage d'eau privé est compatible avec l'article N4 du règlement modifié par la procédure qui autorise désormais le captage d'eau par puit et forage pour les bâtiments repérés au titre de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme. Pour rappel, l'utilisation d'une ressource privée est soumise à autorisation préfectorale.
Captages :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Oui, captage privé, cf ci-dessus

4.4. Ressource en eau			
			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) <u>des 500 captages prioritaires Grenelle 2</u> ?		Non	/
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?		Non	/
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	Oui		Le projet n'est pas raccordé au système d'eau potable public. Il est raccordé à un captage privé existant sous réserve de respecter la réglementation et autorisation prévue dans le code de la santé publique. Les analyses micro-biologiques montrent que les eaux sont conformes aux limites de qualité fixée par le code de la santé publique pour les paramètres analysés.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		Non	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		Non	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	Oui		-Le secteur du projet n'est pas desservi par le réseau public d'assainissement collectif. L'article N4 du règlement autorise l'assainissement individuel dans les zones non desservies par le réseau public d'assainissement collectif. Le Système d'assainissement autonome est validé par le SPANC et dans son courrier du 9 Juillet 2015, le SATAA confirme que la majorité des travaux a été réalisée conformément au «DTU 64.1. Mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome». Le rejet superficiel des effluents épuré est évacué dans un cours d'eau.

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<u>base de données BASOL</u>) ?		Non	/

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Anciens sites industriels et activités de services (<u>base de données BASIAS</u>) ?		Non	La base de données BASIAS ne compte pas d'anciens sites industriels et activités de services. En revanche, la commune compte une ICPE (cartonnerie DUBREUIL dont l'activité principale est la fabrication de papier
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		Non	/
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		Non	/

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	Oui		<p>-La commune est concernée par:</p> <p>-> risque de chutes de rochers au droit du hameau de Préau, risque d'affaissement de cavités souterraines et d'éboulements, aléa retrait gonflement des argiles, sismicité (zone 3), risques inondation au niveau du hameau du préau (atlas des zones inondables du Veyron), Exposition au plomb, Transports de matières dangereuses (minime), risque industriel (ICPE cartonnerie Dubreuil)</p> <p>En ce qui concerne le secteur du projet, il n'est pas loin d'une cavité souterraine. Il est aussi concerné par l'aléa moyen relatif au risque de retrait et gonflement des argiles. Le projet ne prévoit aucune nouvelle construction mais permet la réhabilitation du domaine dans les volumes existants au bénéfice de l'habitation.</p>
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?	Oui		plan de prévention des risques naturels approuvé par arrêté préfectoral le 9/01/2006 portant sur les risques de chutes de rochers au droit du hameau de Préau
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		Non	Le secteur du projet n'entraîne aucune nuisance. (Le PLU approuvé prévoit une zone 1AUX qui favoriser le regroupement des activités économiques sur un seul site. Les bruits générés devraient être concentrés et mutualisés sur un seul point de la commune. Cette zone n'est pas à proximité du domaine d'Epière)
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		Non	/

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Plan de protection de l'atmosphère</u> (PPA) ?		Non	
Enjeux spécifiques relevés par le <u>schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie</u> (SRCAE) ?		Non	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?	Oui		La municipalité souhaite mettre en avant l'usage des énergies renouvelables. En ce sens le PADD mentionne qu'un éolien de production d'énergie sera implanté sur le territoire dans les secteurs moins exposés aux problématiques paysagères. Le zonage du PLU prévoit une zone Nt autorisant l'implantation de tout équipement nécessaire au fonctionnement d'un parc éolien à l'est de la commune. Cette zone n'est pas à proximité du secteur concerné par le projet.

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

--

6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>